



CC Plaines et Monts de France (Siren : 200033090)

FICHE SIGNALETIQUE BANATIC

Données générales

Nature juridique	Communauté de communes (CC)
Commune siège	Dammartin-en-Goële
Arrondissement	Meaux
Département	Seine-et-Marne
Interdépartemental	non

Date de création

Date de création	01/06/2013
Date d'effet	01/06/2013

Organe délibérant

Mode de répartition des sièges	Répartition de droit commun
Nom du président	M. Jean-Louis DURAND

Coordonnées du siège

Complément d'adresse du siège	
Numéro et libellé dans la voie	6 Rue du Général de Gaulle
Distribution spéciale	
Code postal - Ville	77230 DAMMARTIN EN GOELE
Téléphone	01 60 03 46 08
Fax	01 60 03 12 37
Courriel	contact@cc-pmf.fr
Site internet	

Profil financier

Mode de financement	Fiscalité professionnelle unique
Bonification de la DGF	non
Dotation de solidarité communautaire (DSC)	non
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	non
Autre taxe	non
Redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM)	non
Autre redevance	non

Population

Population totale regroupée	25 788
-----------------------------	--------

Densité moyenne	178,40
-----------------	--------

Périmètre

Nombre total de communes membres : 20

Dept	Commune (N° SIREN)	Population
77	Annet-sur-Marne (217700053)	3 366
77	Charmentray (217700947)	301
77	Charny (217700954)	1 592
77	Cuisy (217701507)	470
77	Fresnes-sur-Marne (217701960)	963
77	Iverny (217702331)	609
77	Le Pin (217703636)	1 559
77	Le Plessis-aux-Bois (217703644)	260
77	Le Plessis-l'Évêque (217703669)	293
77	Marchémoret (217702737)	607
77	Messy (217702927)	1 223
77	Montgé-en-Goële (217703081)	726
77	Nantouillet (217703321)	295
77	Oissery (217703446)	2 482
77	Précy-sur-Marne (217703768)	781
77	Saint-Mesmes (217704279)	618
77	Saint-Pathus (217704303)	6 412
77	Villeroy (217705151)	704
77	Villevaudé (217705177)	2 145
77	Vinantes (217705250)	382

Compétences

Nombre total de compétences exercées : 33

Compétences exercées par le groupement
Production, distribution d'énergie
- Hydraulique <i>Protection des cours d'eau : la CC assure un rôle de coordination des actions en matière de protection des cours d'eau, hors de toute compétence aménagement des berges et de toute compétence d'entretien des lits des cours d'eau.</i>
- Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie (MDE) <i>Protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie.</i>
Environnement et cadre de vie
- Eau (Traitement, Adduction, Distribution) <i>Eaux</i>
- Assainissement collectif <i>Assainissement des eaux usées</i>
- Assainissement non collectif

Assainissement des eaux usées

- Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés

- GEMAPI : Aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique

- GEMAPI : Entretien et aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau

Animation et concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.

- GEMAPI : Défense contre les inondations et contre la mer

- GEMAPI : Protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques, des zones humides et des formations boisées riveraines

- Gestion des eaux pluviales urbaines

Gestion des eaux pluviales urbaines

- Maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols

Maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols

- Autres actions environnementales

7.11 ? Gestion des eaux pluviales urbaines. 7.12 ? Gestion des eaux de ruissellement et lutte contre l'érosion des sols.

Sanitaires et social

- Activités sanitaires

Création et gestion du centre de santé intercommunal

- Action sociale

6.5 ? Action sociale d'intérêt communautaire. 7.1 ? Politique publique de santé. Création et gestion du centre intercommunal de santé, et ses antennes déployées sur le territoire communautaire ; élaboration et mise en ?uvre du contrat local de santé de la CCPMF ; élaboration et mise en ?uvre des actions en matière de santé (hors maison de santé).

Politique de la ville / Prévention de la délinquance

- Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion

Développement et aménagement économique

Création et développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme, sans préjudice de l'animation touristique qui est une compétence partagée, au sens de l'article L.1111-4, avec les communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

Développement et aménagement social et culturel

- Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs

- Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements de l'enseignement pré-élémentaire et élémentaire

- Activités péri-scolaires

7.2 ? Petite enfance. Intégralité de la compétence petite enfance (0-3 ans).

- Activités culturelles ou socioculturelles

La CC est compétente pour l'organisation de manifestations culturelles et de loisirs qui auraient un rayonnement dépassant le périmètre communautaire.

- Activités sportives

La CC est compétente pour l'organisation de manifestations sportives qui auraient un rayonnement dépassant le périmètre communautaire.

Aménagement de l'espace

- Schéma de cohérence territoriale (SCOT)

- Schéma de secteur
- Organisation de la mobilité, au sens des articles L.1231-1 et suivants du code des transports <i>Intégralité de la compétence transports en communs de personnes dans les limites des dispositions législatives en vigueur applicables en Île-de-France.</i>
- Prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement au sens du code de l'urbanisme <i>L'aide à la revitalisation des centres villes, bourgs et leurs commerces de proximité / L'aide à la préservation du patrimoine (églises, mairies, cimetières, monuments, sites,...).</i>
Voirie
- Création, aménagement, entretien de la voirie
Développement touristique
- Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme
Logement et habitat
- Politique du logement social <i>Politique du logement et du cadre de vie.</i>
Autres
- Service public de défense extérieure contre l'incendie <i>Défense incendie : la CC est compétente s'agissant du suivi, du renouvellement, de l'entretien et de l'extension du réseau de défense incendie. Elle participe également financièrement au service départemental d'incendie et de secours de chaque commune.</i>
- NTIC (Internet, câble...) <i>7.5 ? Technologies de l'information et de communication. ? Création et gestion de structures pour la démocratisation de l'accès aux nouvelles technologies et de formations informatiques à destination des habitants et des entreprises ; ? Aménagement numérique du territoire : la conception, la construction, l'exploitation d'infrastructures de réseaux et services locaux de communication électroniques et activités connexes.</i>
- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage <i>Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.</i>
- Création et gestion des maisons de services au public <i>6.6 ? Participation à une convention France Service et définition des obligations de service public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.</i>

Adhésion à des groupements

Dept	Groupement (N° SIREN)	Nature jur.	Population
77	SM Marne et Rus du Pays de Meaux (257705012)	SM fermé	106 555
77	SM du Bassin de la Haute et de la Basse Beuvronne (200087096)	SM fermé	96 518
77	SAEP de Théroutanne, Marne et Morin (200091643)	SM fermé	42 712
93	SMAEP de Tremblay en France et Claye Souilly (SMAEP TC) (200095909)	SM fermé	200 028
77	SMF aménagement et entretien de la rivière Théroutanne et de ses affluents (257701391)	SM fermé	29 201
77	SMAEP de la Goële (257701151)	SM fermé	53 051
77	SMO traitement des ordures ménagères du Nord Seine et Marne (257704916)	SM ouvert	334 916
60	Syndicat interdépartemental du SAGE de la Nonette (200079770)	SM fermé	102 445

77	SMAEP de la région de Lagny-sur-Marne (200048569)	SM fermé	92 938
77	Seine-et-Marne Numérique (200036481)	SM ouvert	1 192 717
77	SMO Goële (257705632)	SM ouvert	122 920

Sources : DGCL, BANATIC / Insee, RP (population totale légale en vigueur en 2024 - millésimée 2021)